



Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

66 | 2020

Maurice Allais (1911-2010, X1931)

La mondialisation des échanges, mythologies et réalité

Maurice Allais



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2831>

DOI : 10.4000/sabix.2831

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2020

Pagination : 145-159

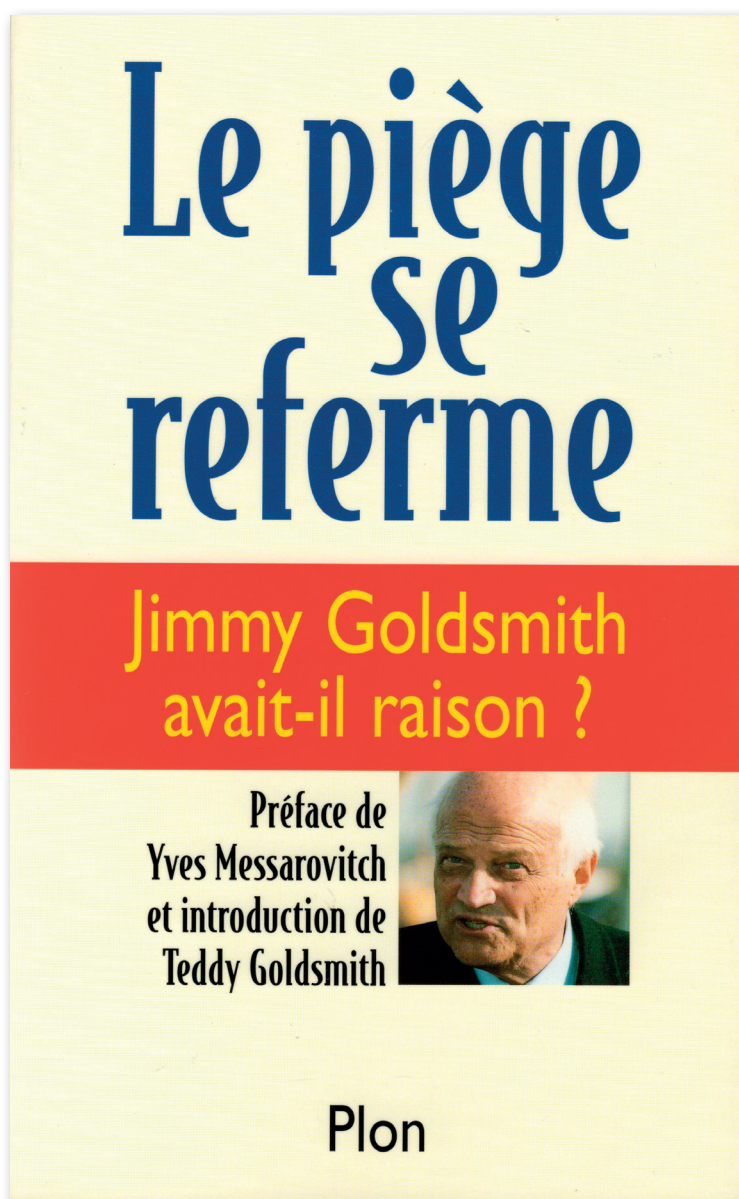
ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Maurice Allais, « La mondialisation des échanges, mythologies et réalité », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 66 | 2020, mis en ligne le 22 janvier 2021, consulté le 28 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/sabix/2831> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/sabix.2831>

La mondialisation des échanges, mythologies et réalité¹

*Maurice Allais**



* Maurice Allais est prix Nobel de Sciences économiques. [Ndlr : Cette phrase figure au début de l'article original].

1. Cet article a été d'abord publié dans l'ouvrage collectif *Le Piège se referme: Jimmy Goldsmith avait-il raison ?*, Paris, Plon, mai 2002, 234 pages.

La crise du libre-échange mondial et son contexte économique et politique général

La crise du libre-échange mondial

Destiné initialement à favoriser le développement de l'économie mondiale en évitant le renouvellement des excès *protectionnistes en chaîne* qu'avait engendrés la *grande dépression* des années trente, le GATT s'est orienté progressivement, au cours d'accords successifs, vers un libre-échange mondial, un monde sans frontières.

L'orientation générale de l'Organisation mondiale du commerce, l'OMC, récemment créée, se situe dans le prolongement de celle du GATT.

Cette évolution a conduit *partout* à des difficultés très sérieuses qui nous amènent à réfléchir et à nous interroger.

La situation économique et politique générale

Tout d'abord, quelle est la situation économique et politique générale dans laquelle la crise du libre-échange prend place ?

De toute évidence, la situation actuelle est dangereuse et inquiétante, et elle l'est d'autant plus qu'il est aujourd'hui très difficile, sinon impossible, de prévoir l'avenir. Le monde – et tout particulièrement l'Europe – est entré dans une période de profondes turbulences, et *on ne saurait porter un jugement valable sur la mondialisation des échanges si l'on n'en tient pas compte*.

Le monde connaît aujourd'hui une expansion démographique *majeure et incontrôlée qui mène à des impossibilités et qui rend pratiquement tous les problèmes insolubles*.

Cette expansion démographique dominera tout l'avenir prévisible.

L'économie mondiale tout entière repose aujourd'hui sur de gigantesques pyramides de dettes – dettes des États, dettes des entreprises, dettes des particuliers – prenant appui les unes sur les autres dans un *équilibre fragile*.

Le système monétaire et financier mondial qui repose sur la couverture fractionnaire des dépôts, sur la création de monnaie *ex nihilo* par les banques commerciales, et sur le financement d'investissements longs avec des fonds empruntés à court terme, est *fondamentalement malsain et potentiellement instable*.

Le chômage atteint partout des niveaux *insupportables*.

On ne saurait sous-estimer sans danger l'instabilité sous-jacente *très profonde* de l'économie mondiale. Elle repose actuellement sur trois volcans : un endettement démesuré, un système monétaire et financier fondamentalement malsain et instable, un chômage excessif, et leur présent équilibre est éminemment précaire.

Dans de nombreuses parties du monde, une barbarie *inhumaine et terrifiante* nous ramène aux pires heures de la Seconde Guerre mondiale.

Partout l'existence de minorités actives, trop souvent opprimées et acculées à la révolte, pose des questions angoissantes qu'il paraît difficile de maîtriser.

À de nombreux points de vue enfin, le monde, et tout particulièrement l'Occident, paraît menacé d'une réelle désagrégation morale.

On ne saurait ainsi sous-estimer les dangers de la situation actuelle et de ses implications potentielles au regard de la crise du libre-échange.

On doit être pleinement conscient qu'une libéralisation inconsidérée des échanges peut susciter partout des difficultés majeures et de violentes oppositions. *On ne pourrait ainsi que compromettre la nécessaire construction d'un ordre mondial cohérent et efficace, condition de notre avenir.*

Les fondements de la libéralisation des échanges, ses implications et ses conditions d'application

Les fondements de la libéralisation des échanges : la théorie des coûts comparés

Suivant la théorie des coûts comparés, et par rapport à une situation initiale d'autarcie, *l'équilibre de libre-échange qui s'établit se caractérise par une spécialisation de chaque pays dans l'activité où il est relativement le plus capable.*

En général cette spécialisation a pour effet d'augmenter les niveaux de vie moyens dans chaque pays, et elle paraît ainsi avantageuse pour chaque pays.

Dans chaque pays, et dans la mesure même où par suite de la libéralisation des échanges une industrie donnée voit son activité décliner, une autre voit son activité s'accroître, *autrement dit la spécialisation de chaque pays entraîne nécessairement l'abandon partiel ou total de certaines activités et le développement parallèle d'autres activités.*

Les cours des changes ont pour effet de faire glisser les échelles de prix nationales les unes par rapport aux autres, et ils s'établissent à des niveaux qui permettent de réaliser à la fois *l'équilibre de chaque balance commerciale et l'égalisation pour chaque pays, aux cours des changes, des prix intérieurs et des prix extérieurs des productions faisant l'objet des échanges internationaux.*

Il résulte de là qu'en moyenne et à l'équilibre *les cours des changes ne font que refléter*

les différences moyennes des productivités. Pour deux pays donnés, le rapport des rémunérations salariales globales au cours du change est égal au rapport des productivités moyennes, et le cours du change égalise les niveaux moyens des prix nationaux.

En fait, si les pays moins développés sont avantagés par leurs salaires plus bas, ils sont handicapés par leurs productivités moins élevées, et en moyenne *les taux viennent compenser quant aux prix les différences moyennes de productivités et de salaires réels.*

Mais les taux de change ne réalisent qu'une compensation *moyenne* des niveaux de prix, et dans chaque pays les industries à productivité *relative* plus élevée ou à salaires réels relativement plus bas sont *relativement* avantagées. *C'est là, s'il y a équilibre, un effet essentiel et inévitable de tout libre-échange. C'est là d'ailleurs le fondement même de la théorie des coûts comparés.*

Il résulte ainsi de la théorie des coûts comparés que dans toutes les activités où les salariés sont *relativement* moins qualifiés, les pays moins développés ont aux cours des changes un avantage *relatif*, et que dans l'équilibre qui s'établit l'abondance plus grande de ces salariés *relativement* moins qualifiés dans les pays moins développés entraîne dans les pays développés une baisse des rémunérations des salariés *relativement* moins qualifiés et une hausse parallèle des rémunérations des salariés *relativement* plus qualifiés.

Dans les pays développés il y a bien en général une hausse moyenne des niveaux de vie, mais la répartition des revenus qui s'établit pénalise relativement les salariés les moins qualifiés.

Parallèlement, les activités à technologie plus avancée se trouvent relativement pénalisées dans les pays moins développés et le libre-échange les conduit à se spécialiser dans les activités employant un travail relativement moins qualifié.

Tel est l'essentiel de l'analyse des effets des coûts comparés dans le cas le plus général.

Conditions d'applicabilité de la théorie des coûts comparés

De cette analyse, faut-il conclure qu'un libre-échange généralisé à l'échelle mondiale doit être considéré comme avantageux et souhaitable? La réponse ne peut être que négative.

► L'invariance des coûts comparés au cours du temps

Tout d'abord, l'analyse considérée repose sur une hypothèse essentielle, généralement non explicitée, à savoir que la structure des coûts comparés (c'est-à-dire des fonctions de production dans le langage des économistes) reste invariable au cours du temps.

En fait, il n'en est ainsi en général que dans le cas des ressources naturelles. Ainsi, par rapport à l'Europe occidentale, les pays producteurs de pétrole disposent d'un avantage comparatif qui restera le même dans l'avenir prévisible. De même, les pays producteurs de produits tropicaux ont un avantage comparatif qui ne saurait disparaître.

Par contre, dans le domaine industriel, aucun avantage comparatif ne saurait être considéré comme permanent. Chaque pays aspire légitimement à rendre ses industries plus efficaces, et il est souhaitable qu'il puisse y réussir. Il résulte de là que la diminution ou la disparition de certaines activités dans un pays développé en raison des avantages comparatifs d'aujourd'hui pourront se révéler demain fondamentalement erronées et désavantageuses dès lors que ces avantages comparatifs disparaîtront, et que cette disparition nécessitera à terme le rétablissement des activités supprimées.

En fait, et par exemple, on doit considérer comme réellement injustifiée une libéralisation totale des échanges vers les pays extérieurs à l'Union économique européenne

où les conditions de la production, et tout particulièrement les coûts de la main-d'œuvre aux cours des changes, sont entièrement différentes suivant les secteurs, et où ces conditions se modifient considérablement avec le temps.

Les spécialisations économiques impliquent des conditions et des garanties assurant une réelle stabilité, à l'avenir, des courants d'échanges qui leur correspondent et des conditions dans lesquelles ces courants s'effectuent.

► L'auto-suffisance alimentaire

En deuxième lieu, et même lorsqu'il existe des avantages comparatifs de caractère permanent, il peut être tout à fait contre-indiqué de laisser s'établir les spécialisations qui seraient entraînées par une politique généralisée de libre-échange.

Ainsi, dans le domaine de l'agriculture, le libre-échange n'aurait d'autre effet que de faire disparaître presque totalement l'agriculture de l'Union européenne en raison des avantages comparatifs de caractère permanent, au moins pour l'avenir prévisible, détenus actuellement par des pays comme les États-Unis, la Nouvelle-Zélande, l'Australie ou l'Argentine. Une telle disparition peut être légitimement regardée comme non souhaitable du point de sociologique et politique, et elle est en tout cas de nature à compromettre la sécurité de l'Union européenne en matière alimentaire.

Une conclusion analogue vaut également pour le Japon. Il serait tout à fait déraisonnable de vouloir le contraindre à abandonner sa production nationale de riz, et à compromettre ainsi dangereusement son autosuffisance alimentaire, pour cette seule raison que les États-Unis disposent en agriculture d'un avantage comparatif.

Il en est de même encore pour un grand nombre de pays du tiers monde disposant d'un avantage relatif majeur pour certaines

matières premières ou pour certains produits tropicaux. *Une spécialisation excessive ne peut que compromettre leur autosuffisance alimentaire et leur développement industriel futur.*

- L'abaissement des rémunérations du travail relativement moins qualifié dans les pays développés

En troisième lieu, et comme je l'ai déjà indiqué, les ajustements mis en jeu par les avantages relatifs des coûts comparés entraîneraient dans les pays développés, s'ils se réalisaient, une baisse relative *considérable* des rémunérations des salariés relativement moins qualifiés, et une augmentation *parallèle* des rémunérations des salariés relativement plus qualifiés.

Mais ce mouvement divergent est rendu *impossible* par la législation ou les accords sur les minima de salaires, et en tout cas par *l'impossibilité sociologique d'un accroissement considérable des inégalités considéré par l'opinion publique comme tout à fait inacceptable.*

C'est ce mécanisme sous-jacent, mais tout-puissant et tout à fait fondamental, qui est à l'origine, pour une large part, du développement du chômage des salariés moins qualifiés dans les pays occidentaux.

S'il n'y avait pas de minima de salaires et si les salaires avaient pu s'adapter, la plupart des licenciements dus au libre-échange mondial auraient pu être évités. Mais la dépression de certains salaires eût été d'une telle ampleur qu'elle eût été inacceptable et inacceptée.

C'est dans le cocktail *explosif* de ces deux facteurs, la libéralisation internationale des échanges et la législation ou les accords sur les minima de salaires, qu'il faut voir *une des causes essentielles* du mouvement de fond qui entraîne *inéluclablement* tous les pays développés de l'Union européenne vers un chômage massif.

L'Union européenne se trouve dès lors devant un choix incontournable :

- *ou bien* recourir à une politique de préférence communautaire et de protection ;
- *ou bien* poursuivre une politique sans limites de libre-échange, et en accepter les conséquences inéluctables, à savoir : une augmentation considérable des inégalités sociales, ou un chômage majeur ; *et à terme, dans l'un et l'autre cas, une explosion sociale, tôt ou tard inévitable, résultant d'une situation sociale insupportée et insupportable.*

En fait, la suppression des frontières douanières et de toute préférence communautaire vis-à-vis des pays à bas salaires et à capacités technologiques ne peut que conduire pour les économies développées à des spécialisations antiéconomiques et génératrices de chômage, et à des exportations majeures de capitaux vers l'extérieur, contraires aux conditions essentielles de leur propre développement.

- La surestimation des gains résultant des coûts comparatifs

En quatrième lieu, ce que montrent à la fois l'observation et l'analyse théorique, c'est que les avantages obtenus dans le commerce international résultent bien plus de l'amélioration des productivités sous la pression de la concurrence sur les marchés que de la réalisation des surplus correspondant à des avantages comparatifs. Ces derniers sont en général tout à fait surestimés.

En fait, les gains majeurs susceptibles d'être obtenus par la libéralisation des échanges ne proviennent pas tant des différences dans les structures de coûts et de prix que de l'incitation à une plus grande efficacité résultant de la concurrence à l'intérieur d'un même marché commun d'une taille suffisante. C'est à cette concurrence qu'il faut attribuer pour la plus grande part la croissance des niveaux de vie dans la Communauté économique européenne depuis

sa création, tout particulièrement de 1958 à 1974.

» La nécessité d'un cadre économique et politique commun

En cinquième lieu, la libéralisation des échanges ne peut être avantageuse si les conditions politiques dans le cadre desquelles elle s'effectue peuvent être remises en cause ou dénoncées ultérieurement, ou si elles sont instables. *Pour être bénéfique, la libéralisation des échanges exige un cadre économique et politique commun et stable avec des institutions appropriées.*

Les délocalisations industrielles et les délocalisations de services

Les délocalisations constituent un phénomène récent qui s'est développé peu à peu depuis une vingtaine d'années, en raison notamment du progrès des communications et de la déréglementation des mouvements de capitaux, et dont l'analyse classique des coûts comparés ne tient aucun compte. Les délocalisations sont restées longtemps circonscrites à quelques secteurs, mais elles progressent aujourd'hui inexorablement en suscitant inéluctablement partout du chômage dans les pays développés.

Dans la situation d'aujourd'hui, il existe entre les pays développés et les pays moins développés des taux de change qui, en principe, comme je l'ai indiqué, compensent les effets des différences moyennes de productivités locales en égalisant les niveaux moyens des prix.

Mais dans le cas très simple de deux pays où un équilibre s'est établi avec une différence des charges salariales globales de 1 à 4, par exemple, au cours du change, différence égale à la différence moyenne des productivités, la délocalisation, partielle ou totale, d'une industrie du pays développé lui permet d'assurer la même productivité que dans son cadre national avec des charges salariales globales quatre fois moins élevées. Avec un tel processus, une grande partie, ou même

la totalité, de la production nationale ne peut plus subsister. Elle disparaît, et tous les salariés qu'elle employait sont mis au chômage.

Tout se passe comme si l'industrie nationale concernée importait des travailleurs immigrés du pays moins développé et pouvait les payer quatre fois moins que les salariés nationaux jusque-là employés.

Si un tel processus continuait à se développer, il ne pourrait que conduire à une situation inacceptable, celle où des activités de plus en plus nombreuses des pays développés seraient délocalisées avec pour résultats une extension considérable du chômage et la perte totale des investissements locaux. Il n'est en réalité aucune activité industrielle qui puisse échapper à ce processus.

Il est tout à fait faux d'admettre sans discussion qu'un tel processus est créateur d'emplois. C'est en fait le contraire que l'on constate. Fondamentalement, ce processus ne fait que générer indûment instabilité et chômage.

Des exportations génératrices de chômage

Il résulte de là encore que, au-delà des exportations nécessaires pour pouvoir importer les biens que des pays développés ne peuvent produire par eux-mêmes, et par un mécanisme qui n'est paradoxal qu'en apparence, tous les efforts de ces pays pour exporter au-delà de ce qui leur est nécessaire dans des pays moins développés ne peuvent qu'accroître leur propre chômage.

Considérons en effet, et par exemple, le cas très simplifié de deux pays, l'un développé et l'autre moins développé. Supposons qu'initialement le pays développé produise lui-même avec des salariés relativement moins qualifiés des productions que le pays moins développé peut potentiellement et avec des techniques comparables produire et exporter. Supposons encore qu'au cours du change les salaires globaux horaires des salariés relativement moins qualifiés du pays développé soient quatre fois

plus élevés que les salaires globaux horaires correspondants du pays moins développé.

Comme les balances commerciales des deux pays doivent être en équilibre, les valeurs globales des exportations et des importations au cours du change doivent être égales. Il en résulte alors, *dans le cas considéré et sous des conditions très générales*, qu'à toute création d'emplois de 100 dans le pays développé par des exportations supplémentaires de technologie avancée correspondra, en raison des importations impliquées, une destruction d'emplois de 400 pour les salariés relativement moins qualifiés, *d'où une perte nette d'emplois de 300*. Un effet inverse se constatera dans le pays moins développé.

On voit ainsi qu'*au-delà du nécessaire, exporter pour exporter* des produits de technologie avancée vers un pays moins développé *ne peut que générer du chômage* dans le pays développé, dès lors que l'existence de minima de salaires s'oppose à la baisse des rémunérations des salariés relativement moins qualifiés dans les pays développés.

En fait, et quant aux exportations induites dans les pays développés par les importations des pays à bas salaires et à capacités technologiques, ce n'est pas la balance commerciale qu'il faut considérer mais également et surtout la balance des emplois, qui, elle, est largement déficitaire.

L'intérêt réel des consommateurs

On nous dit que le libre-échange à l'échelle mondiale est fondamentalement avantageux pour les pays développés et tous les groupes sociaux puisqu'il abaisse les prix et par là même élève les niveaux de vie. *Mais cet argument néglige tout à la fois les effets à terme du libre-échange, les coûts de transition, et tous les coûts externes.*

Où sont donc les gains si on est amené à faire disparaître des industries qu'il faudra rétablir ultérieurement ? Où sont donc les gains si le

mécanisme même du libre-échange ne peut que conduire à un appauvrissement majeur d'une grande partie de la population et à un chômage massif ?

Quant aux coûts de transition et aux coûts externes, le consommateur devra finalement supporter par la voie de l'impôt le coût résultant du chômage pour la collectivité, et en tout état de cause on oublie que *tout consommateur est généralement un producteur*. Que peut donc signifier pour lui la baisse des prix s'il perd son emploi et ses ressources, et s'il ne peut plus rien acheter ?

Des postulats sans fondements

On ne cesse de soutenir que la libéralisation mondiale des échanges ne peut qu'être avantageuse à tous les pays et à tous les groupes sociaux et qu'elle est une condition nécessaire de l'élévation de nos niveaux de vie. On soutient qu'une telle libéralisation mondiale des échanges conduit à une « *allocation optimale des ressources* », suivant l'expression des théories américaines en vogue.

De telles affirmations sont *totalement erronées*. Ce que nous enseigne l'analyse économique, c'est qu'il n'y a pas une situation d'efficacité maximale qui correspondrait à une allocation optimale des ressources. Il y en a une *infinité*, et à chacune d'elles correspond une certaine répartition des ressources et des revenus.

En fait, et par exemple, au regard de la situation actuelle du monde, la libéralisation mondiale des échanges ne peut qu'entraîner à terme une détérioration croissante des niveaux de vie français, au moins pour tout l'avenir prévisible.

Encore n'est-il pas sûr, et il est même pour le moins douteux, que dans le contexte actuel la libéralisation mondiale des échanges puisse conduire l'ensemble du monde à une situation d'efficacité maximale.

Bien plus encore, *la théorie simpliste et naïve* du commerce international sur laquelle s'appuient les grands gourous du libre-échange mondialiste *néglige complètement les coûts externes et les coûts de transition*, et elle ne tient aucun compte des coûts psychologiques, très supérieurs aux coûts monétaires, subis par tous ceux que la libéralisation des échanges condamne au chômage et à la détresse.

On ne saurait trop l'affirmer : la théorie naïve et indûment simplificatrice du commerce international que nous brandissent les thuriféraires de la libéralisation des échanges est totalement fausse.

Les conditions monétaires de la libéralisation des échanges

Quelles sont les conditions monétaires de la libéralisation des échanges ? Il y en a au moins quatre : assurer des taux de change d'équilibre, rendre impossibles les variations perverses des taux de change, mettre fin à une spéculation gigantesque, intégrer dans une même organisation l'OMC et le FMI.

Assurer des taux de change d'équilibre

Les taux de change jouent un rôle majeur dans le commerce international, puisque le prix de tout produit d'un pays étranger dépend du cours de la monnaie de ce pays.

Dans les cas où il peut être justifié, le libre-échange ne peut être mutuellement avantageux pour tous les pays participants que si les taux de change correspondent à l'équilibre des balances commerciales.

Ce n'est pas le cas lorsque certaines monnaies sont manifestement sous-évaluées alors que d'autres sont surévaluées.

En fait, le commerce international et les taux de change correspondent à *deux aspects*

indissociables l'un de l'autre qu'on ne peut considérer isolément.

Rendre impossibles les variations perverses des taux de change

Les variations désordonnées des taux de change, dues à la fois à une spéculation gigantesque et au système des changes librement fluctuants, sont telles que la libéralisation totale des échanges *ne peut être que nuisible.*

Non seulement les fluctuations des taux de change entraînent des coûts considérables d'ajustement, mais les ajustements qu'elles suscitent ne peuvent qu'être considérés comme déraisonnables dès lors que ces fluctuations éloignent de toute situation d'équilibre.

En fait, le système des taux de change flottants induit non seulement une instabilité permanente, mais également des taux de change très éloignés de leurs valeurs d'équilibre.

Au sein même de l'Union européenne, les dévaluations compétitives et le flottement des monnaies ont rendu totalement impossible un fonctionnement correct de l'économie communautaire dès lors que toute possibilité de protection douanière a été supprimée à l'intérieur de l'Union.

Il devrait être stipulé que tout flottement de la monnaie d'un pays à l'intérieur de l'Union européenne est *totalement incompatible* avec son maintien dans l'Union.

Aucun marché commun ne peut fonctionner sans un système monétaire assurant des taux de change stables entre les pays membres, avec des marges de fluctuation relativement resserrées.

Les dévaluations compétitives des années Trente devraient servir d'exemples.

Une monnaie unique européenne ne saurait actuellement constituer une solution.

Pour un pays membre de l'Union européenne, accepter aujourd'hui l'instauration d'une monnaie unique et la renonciation à sa monnaie nationale, *c'est-à-dire à sa souveraineté nationale, alors que les institutions et les délimitations géographiques de l'Union européenne restent non définies, constitue une impardonnable faute politique aux conséquences incalculables.*

Un pays dont les intérêts vitaux ne sont pas institutionnellement garantis n'est plus en mesure de les défendre.

Une monnaie unique ne groupant que quelques pays de l'Union européenne ne peut avoir que des inconvénients *majeurs*.

Une monnaie unique ne peut constituer que le parachèvement final d'une réelle Union politique fondée sur base démocratique et sur des délégations de souveraineté bien délimitées dans une Charte communautaire préservant les intérêts fondamentaux de chaque pays.

En tout cas, l'adoption d'une monnaie unique aurait dû être soumise à un référendum. Construire aveuglément l'Europe à marches forcées ne peut finalement aboutir qu'à rendre une véritable Europe définitivement impossible.

Mettre fin à une spéculation gigantesque

L'ampleur des flux financiers doit être soulignée. Chaque jour, les flux financiers recensés par la *Banque des règlements internationaux* s'élèvent en moyenne à plus de mille cent milliards de dollars, soit plus de quarante fois le montant des transferts correspondant aux transactions commerciales internationales dans le monde.

C'est l'importance des flux financiers spéculatifs qui explique *l'extraordinaire instabilité des cours du dollar* dont on a vu la valeur par rapport au deutschemark varier de un à deux en l'espace de deux ans.

On constate ainsi que *la prétendue régulation par les taux de change flottants des balances commerciales n'a en réalité aucune signification aujourd'hui*. On ne saurait en tout cas soutenir que les flux spéculatifs que l'on constate se justifient par le fait que les capitaux se déplacent là où la productivité marginale des investissements physiques est la plus grande.

La spéculation gigantesque que l'on constate n'est possible que parce que l'on peut acheter sans payer et vendre sans détenir.

Le système des taux de change flottants, associé avec la création de monnaie *ex nihilo* par le système bancaire, entraîne des fluctuations indues des taux de change, *désastreuses pour tous les pays concernés*.

Dans son principe, la spéculation, arbitrage entre le présent et l'avenir, ne peut qu'être très utile. Mais s'il est possible d'acheter sans payer, ou de vendre sans détenir, il en va tout autrement.

L'intégration dans une même organisation de l'OMC et du FMI

Les négociations du GATT, puis de l'OMC, portant sur la réduction de quelques points des tarifs douaniers, sont tout à fait futiles quand les cours de certaines monnaies, notamment du dollar, s'écartent considérablement de leurs valeurs d'équilibre à la suite des politiques des gouvernements.

Ces négociations sont en tout cas dénuées de toute signification, lorsque les cours de certaines monnaies peuvent varier très rapidement et très fortement sous l'influence de la spéculation.

La séparation actuelle entre les activités du FMI et les activités de l'OMC constitue du point de vue économique *une totale aberration*, à vrai dire tout à fait déraisonnable et indéfendable. Chacune de ces institutions a en effet pour objet de faciliter les échanges

internationaux, et de s'opposer aux distorsions indues de concurrence et à l'apparition de déséquilibres pervers.

Pour un ordre économique mondial cohérent et efficace

Au regard à la fois des enseignements de l'analyse économique et de l'observation des faits, comment établir un ordre économique mondial cohérent et efficace ? Quelles ont été les erreurs fondamentales de la politique du GATT et de l'OMC ? Quelles sont les perversions du libre-échange quant aux pays développés et aux pays en voie de développement ? Dans quelles voies l'économie mondiale devrait-elle s'engager ?

Les erreurs fondamentales du GATT et de l'OMC

Le GATT, depuis sa création en 1947, puis l'OMC ont commis deux erreurs fondamentales : orienter l'économie mondiale vers un libre-échange sans limites ; ne pas tenir compte dans les échanges commerciaux des perversions monétaires.

- Les perversions du libre-échange mondial
Le libre-échange n'est en réalité qu'une application inexacte d'une théorie correcte, la théorie des coûts comparés.

La libéralisation totale des échanges à l'échelle mondiale, poursuivie sans cesse par le GATT, doit être considérée à la fois comme irréalisable et comme non souhaitable.

En fait, une analyse correcte de la théorie des coûts comparés ne conduit en aucune façon à la conclusion que l'application à l'échelle mondiale d'une politique généralisée de libre-échange pourrait correspondre à l'intérêt réel de chaque pays, que ce soient les pays développés de l'Europe occidentale, de l'Amérique du Nord et du Japon, ou les pays en voie de développe-

ment de l'Europe de l'Est, de l'ex-Union soviétique, de l'Afrique, de l'Amérique latine et de l'Asie.

Dans les conditions actuelles, la mise en œuvre sans restriction d'un libre-échange mondial ne peut qu'aboutir à des spécialisations économiques indésirables, génératrices de déséquilibres et de chômage, et entraîner pour les économies des pertes bien supérieures aux gains qu'il est supposé pouvoir générer.

A l'analyse, qu'il s'agisse des pays développés ou des pays en voie de développement, tous les arguments présentés en faveur d'un libre-échange mondial se révèlent illusoires.

La libéralisation totale des échanges n'est possible et souhaitable que dans le cadre d'ensembles régionaux, groupant des pays économiquement et politiquement associés, de développement économique et social comparable, et s'engageant réciproquement à ne prendre aucune décision unilatérale, tout en assurant un marché suffisamment large pour que la concurrence puisse s'y effectuer de façon efficace et bénéfique.

Une économie mondiale totalement libéralisée est impossible sans un ordre politique commun, condition qui est actuellement est tout à fait irréaliste.

- Les perversions monétaires

Le développement mondialiste des marchés financiers, l'expansion des opérations financières internationales, le système des taux de change flottants, la déréglementation des mouvements de capitaux, la création incontrôlée de moyens de paiement, une spéculation galopante, la transformation du monde en un vaste casino engendrent une instabilité permanente des marchés mondiaux, et tout particulièrement des marchés des changes, tout à fait incontrôlable. Il en résulte, pour tout pays ou groupe de pays,

la nécessité absolue d'abriter son marché des désordres extérieurs qui ne peuvent qu'engendrer déséquilibres et chômage.

Le libre-échange mondial et les pays développés

- La politique libre-échangiste génératrice de sous-emploi

Les rapports des coûts salariaux globaux aux cours des changes dans les pays développés et dans les pays en voie de développement, qu'il s'agisse par exemple des pays asiatiques ou des pays de l'Est, sont si considérables, parfois de 1 à 10, voire plus encore, qu'aucune des mesures envisagées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce ne pourra réellement faire face aux effets pervers du libre-échange sur l'emploi.

En fait, avec de telles différences, et conjointement à une déréglementation totale des mouvements de capitaux et au système des taux de change flottants, les effets pervers du libre-échange mondial deviennent inévitables, et il en résulte, dans les pays développés, *un développement tendanciel inévitable* d'un chômage massif et une forte pression à la baisse des rémunérations des emplois les moins qualifiés.

Ainsi, et par exemple, la politique poursuivie par la Commission de Bruxelles de libéralisation des échanges commerciaux avec les pays d'Europe centrale et orientale, et aujourd'hui avec la Turquie, tous pays à bas salaires et dont les niveaux de prix et les taux de change n'ont actuellement *aucune signification réelle*, ne peut qu'entraîner déséquilibres et chômage.

La politique commerciale de l'Union européenne a peu à peu dérivé vers une politique mondialiste libre-échangiste, *contra-dictoire avec l'idée même de la constitution d'une véritable Communauté européenne*. Cette politique mondialiste, associée au système des taux de change flottants et à

la déréglementation des mouvements de capitaux, *n'a fait qu'engendrer instabilité et chômage*. Elle a désagrégé le tissu industriel de l'Union européenne de manière continue et persistante, et elle a réduit considérablement le taux de croissance de ses niveaux de vie.

On soutient que des pays à bas salaires, comme la Chine, vont se spécialiser dans des activités à faible valeur ajoutée alors que des pays développés, comme la France, vont se spécialiser de plus en plus dans les hautes technologies. Mais c'est là méconnaître totalement les capacités de travail et d'intelligence du peuple chinois. A continuer ainsi à soutenir des absurdités, l'Union européenne va au désastre.

Quant à la France, par exemple et pour l'essentiel, l'origine des difficultés de l'économie française qui ont mis fin aux « Trente Glorieuses » (1945-1974) doit être recherchée dans la politique mondialiste qui a été poursuivie quant à l'immigration et surtout quant au libre-échange mondialiste, alors que dans le monde extrêmement dangereux d'aujourd'hui, il eût fallu protéger l'économie communautaire et l'économie française des effets pervers du fonctionnement, générateur de profonds déséquilibres, d'une économie mondialiste minée et déstabilisée de toutes parts.

Aujourd'hui le chômage a atteint en France un niveau insupportable et intolérable. Depuis 1974, le tissu industriel de la France s'est désagrégé de manière continue et persistante, et le taux de croissance du niveau de vie s'est considérablement réduit.

On peut estimer que le sous-emploi total dû au libre-échange mondialiste représente plus de la moitié du sous-emploi total qui, compte tenu du traitement social du chômage, dépasse actuellement le chiffre de six millions de personnes.

► Les pseudo-remèdes

Devant le chômage *massif* d'aujourd'hui et *en l'absence de tout diagnostic réellement fondé*, les pseudo-remèdes ne cessent de proliférer.

On dit par exemple que tout est très simple: si l'on veut supprimer le chômage, il suffit d'abaisser les salaires dans les pays développés. Mais personne ne nous dit de *quelle ampleur devrait être cette baisse*, ni si elle serait effectivement réalisable sans mettre en cause la paix sociale. Que de grandes organisations internationales comme l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale puissent préconiser une telle solution est tout simplement *atterrissant*.

On dit encore qu'il suffit de réduire le temps de travail pour combattre le chômage, mais, outre que les hommes ne sont pas parfaitement substituables les uns aux autres, une telle solution néglige totalement le fait *indiscutable* que trop de besoins, souvent très pressants, restent insatisfaits. *Ce n'est pas en travaillant moins qu'on pourra réellement y faire face*. Réduire le temps de travail implique en tout cas pour les salariés des baisses de revenus qu'il faudrait compenser par des ressources obtenues par des impôts accrus.

On soutient encore qu'il serait possible de combattre le chômage par l'inflation. Mais, qu'il s'agisse du chômage dû au libre-échange mondialiste ou du chômage dû à l'immigration extra-communautaire, on ne peut y remédier par l'inflation. Lutter, par exemple, contre les effets du libre-échange mondialiste par une expansion monétaire et par l'inflation relève d'une pure illusion et d'une méconnaissance profonde des causes *réelles* de la situation actuelle. La situation actuelle, dans sa nature, et pour l'essentiel, n'est en rien comparable à la *grande dépression* des années 1930.

Le libre-échange mondial et les pays du tiers monde

Quant aux pays du tiers monde, une *libéralisation totale des échanges ne peut que compromettre leur sécurité alimentaire et leur développement industriel*. Comment donc certains pays (ou groupes de pays) de l'Afrique noire, par exemple, pourraient-ils sans une protection raisonnable développer une production automobile qui leur serait propre alors que l'Occident dispose d'un avantage comparatif écrasant? *En réalité, un libre-échange mondialiste ne peut constituer ici qu'une nouvelle sorte de colonialisme*.

Dans la plupart des cas, c'est un contresens, et à vrai dire une profonde erreur, que d'accuser les pays moins développés étrangers à l'Union européenne de « *dumping social* » et de « *concurrence déloyale* » et de vouloir dès lors leur imposer des systèmes de protection sociale ou de protection de l'environnement analogues à ceux de pays développés comme la France ou l'Allemagne, et tout à fait incompatibles avec leurs niveaux de développement. De telles mesures ne pourraient que s'opposer à leur développement.

Ce ne sont pas ces pays qui sont responsables des effets pervers d'un libre-échange illimité, mais le cadre institutionnel actuel du système du commerce international.

Parler ici de « *dumping social* » ou de « *concurrence déloyale* » est un argument dénué de tout fondement.

En tout cas, on ne saurait fonder une politique raisonnable de développement des pays moins développés sur la ruine des pays développés et sur un développement massif du chômage en leur sein qui ne peut mener finalement qu'à une explosion sociale.

Que faire ?

➤ Des organisations régionales

Une communauté économique ne peut être réalisable et viable que sous deux conditions :

- appartenir à un même espace géographique ;
- rassembler des pays (ou des peuples) ayant atteint un niveau de développement économique comparable et constitués d'un tissu sociologique et politique semblable.

La libéralisation des échanges ne vaut qu'à l'intérieur d'organisations régionales, dotées de marchés communs prenant place dans des cadres politiques communs.

➤ Une protection contingente de chaque organisation régionale

Chaque organisation régionale doit pouvoir mettre en place une protection raisonnable vis-à-vis de l'extérieur pour éviter les distorsions indues de concurrence et les effets pervers des perturbations extérieures, et pour rendre impossibles des spécialisations indésirables et inutilement génératrices de déséquilibres et de chômage, tout à fait contraires à la réalisation d'une situation d'efficacité maximale à l'échelle mondiale associée à une répartition internationale des revenus communément acceptable.

Devant la nécessité *incontournable* de protéger *raisonnablement* chaque économie régionale contre les perversions d'un libre-échange illimité, le choix reste en tout cas entre deux solutions :

- *ou bien une protection tarifaire* avec des taxes compensant les effets pervers du libre-échange ;
- *ou bien une protection contingente* avec des licences d'importation.

Une protection tarifaire ne peut que se heurter à des difficultés majeures. Les avantages indus des productivités élevées ou des bas salaires des pays tiers ou les avantages indus de change différent de pays à

pays, et leurs calculs se heurteraient à des difficultés *manifestement insurmontables*.

La seule possibilité alternative qui soit à la fois réaliste et tout à fait efficace, ce sont des contingents d'importation. Mais si l'on veut éviter que ces contingents ne créent pour les importateurs des rentes gratuites et discriminatoires qui aboutiraient inéluctablement et rapidement à une corruption généralisée, *la seule solution appropriée est de vendre les licences d'importation aux enchères.*

Le principe général serait que dans chaque secteur de chaque organisation régionale, un pourcentage *donné* de la consommation communautaire, par exemple 80 % en moyenne, *soit assuré par la production communautaire.*

C'est là, en fait, au regard de la situation actuelle, une disposition *fondamentalement libérale.*

Un tel système n'aurait pas pour effet de s'opposer au libre jeu d'une économie de marché communautaire, mais au contraire de lui permettre de fonctionner correctement *en la mettant à l'abri des effets pervers d'un prétendu ordre mondial qui actuellement n'est en réalité que désordre et anarchie.*

Il ne s'agirait en aucune façon d'isoler totalement une communauté régionale de la concurrence extérieure par un protectionnisme illimité. Il s'agit seulement de mettre fin aux effets désastreux d'un libre-échange mondialiste sans limites et d'une libération inconditionnelle des mouvements de capitaux qui, *en l'absence d'institutions appropriées*, ne cessent de développer leurs effets pervers.

Il s'agirait de réaliser une situation permettant de protéger, là où cela est nécessaire, chaque communauté régionale tout en sauvegardant les avantages du libre-échange

là où ils existent effectivement, et en permettant à la concurrence internationale de s'exercer efficacement.

➤ Un nouvel ordre international

C'est une profonde erreur que de vouloir faire face aux difficultés actuelles en recherchant des compromis à réaliser *dans le cadre des objectifs généraux de l'OMC* et des procédures qui leur correspondent.

Ce sont en effet les objectifs actuels de l'OMC, à savoir essentiellement un libre-échange mondial sans limites et sans considération de ses aspects monétaires, qu'il convient de modifier, et ce sont de plus les moyens techniques à mettre en œuvre qu'il convient de modifier, à savoir la généralisation de taxes tarifaires de plus en plus faibles et l'exclusion de protections quantitatives.

L'objectif général de l'institution nouvelle à créer fusionnant dans une même organisation l'OMC et le FMI *devrait être* la constitution d'organisations économiques régionales, fondées chacune sur un libre-échange intra-communautaire, et se protégeant chacune raisonnablement par des contingents d'importation *dans tous les cas où des activités essentielles sont considérées comme devant être maintenues*, et dans tous les cas où les perturbations extérieures compromettent un fonctionnement efficace de l'économie communautaire.

➤ La réforme du système monétaire international

Au regard du rôle essentiel joué par les taux de change et de l'impact de leurs distorsions, une réforme essentielle sur le plan international devrait reposer sur l'abandon total du système des taux de change flottants et son remplacement par un système de changes fixes, mais éventuellement révisables.

En fait, l'OMC et le FMI devraient être fusionnés en une même et unique organisation. *C'est là une urgente nécessité.*

Les négociations sur la libéralisation des échanges internationaux et celles sur le fonctionnement du système monétaire international forment en effet un tout indissociable.

➤ La lutte contre une spéculation déstabilisatrice

On déclare tous les jours qu'il n'y a rien à faire devant l'extraordinaire puissance des marchés monétaires mondiaux. Mais ces marchés ne sont manipulés que par de petits groupes de *golden boys* qui, au sein des grandes banques, ont pour mission de réaliser des profits en spéculant contre les monnaies avec des moyens de paiement créés *ex nihilo*.

Il est tout à fait faux de soutenir qu'on ne peut rien faire contre les mouvements irrésistibles de capitaux qu'ils déclenchent. En réalité, il suffirait que les grandes nations adoptent une législation interdisant aux banques de spéculer pour leur propre compte, ce qui est parfaitement réalisable, pour que les spéculations massives et déstabilisatrices deviennent impossibles.

Les conditions de notre avenir

Toute l'analyse qui précède montre que le libre-échange mondial n'est en réalité qu'une *application inexacte d'une théorie correcte*, la théorie des coûts comparés.

Actuellement, la libéralisation totale des échanges à l'échelle mondiale, objectif affirmé de l'OMC, doit être considérée à la fois comme irréalisable et comme non souhaitable.

On prétend aujourd'hui qu'on peut fonder un nouvel ordre mondial sur une totale libération des mouvements de marchandises, de capitaux, et, à la limite, des personnes. On soutient qu'un fonctionnement libre de tous les marchés entraînerait nécessairement la prospérité pour chaque pays et pour chaque groupe social dans un monde libéré de ses

frontières économiques. *A vrai dire, l'ordre nouveau qui nous est ainsi proposé n'est en substance que « laissez-fairisme ».* Il n'est que générateur d'instabilité, de chômage, et de multiples désordres.

Au nom d'un pseudo-libéralisme et par la multiplication des déréglementations, on installe peu à peu une espèce de chienlit mondialiste « laissez-fairiste ». Mais c'est là oublier que l'économie de marchés n'est qu'un instrument et qu'elle ne saurait être dissociée de son contexte institutionnel et politique. *Il ne saurait être d'économie de marchés efficace si elle ne prend pas place dans un cadre institutionnel et politique approprié, et une société libérale n'est pas et ne saurait être une société anarchique.*

La mondialisation de l'économie est certainement *très profitable* pour quelques groupes

de privilégiés. Mais les intérêts de ces groupes ne sauraient s'identifier avec ceux de l'humanité tout entière. *Une mondialisation précipitée et anarchique ne peut qu'engendrer partout chômage, injustices, désordres et instabilité,* et elle ne peut que se révéler finalement désavantageuse pour tous les peuples dans leur ensemble. *Elle n'est ni inévitable, ni nécessaire, ni souhaitable.*

En dernière analyse, dans le cadre d'une société libérale et humaniste, *c'est l'homme qui constitue l'objectif final et qui doit constituer la préoccupation essentielle. C'est à cet objectif que tout doit être subordonné.*

Les perversions du socialisme ont entraîné l'effondrement des sociétés de l'Est. Mais les perversions « laissez-fairistes » d'un prétendu libéralisme nous mènent à l'effondrement des sociétés libérales².

2. Le lecteur pourra trouver toutes les justifications et tous les compléments utiles de cet article dans mon ouvrage *Combats pour l'Europe*, 1992-1994, Éditions Clément Juglar, 62, avenue de Suffren 75015 Paris (tél : 01 45 67 18 38), 1994. Voir tout particulièrement les parties X et XI et l'épilogue, p. 331-462.

Voir également mes ouvrages : *Erreurs et impasses de la construction européenne*, Éditions Clément Juglar, 1992 ; *L'Europe face à son avenir. Que faire ?*, Éditions Robert Laffont et Clément Juglar, 1991.